

NOM: **DANILO RUEDA**  
NATIONALITÉ: **COLOMBIE**  
PROFESSION: **POLITOLOGUE**  
LIEU DE RÉSIDENCE: **BOGOTÁ**

# facing PEACE <sup>PBI</sup>

## EN DÉPIT DES MENACES CONSTANTES, POURSUIVRE L'ENGAGEMENT!

Le coordinateur régional de la Commission inter-ecclésiastique pour la justice et la paix (CIJP), Danilo Rueda (DR), est l'un des activistes colombiens les plus menacés. Pour tenter d'assurer sa sécurité, PBI a activé son réseau d'alarme international à plusieurs reprises. En visite à Bogotá, Jean-David Rochat, coordinateur romand de PBI Suisse s'est récemment entretenu avec lui.

**Selon des sources non gouvernementales, plus de cinq millions de personnes ont été déplacées en Colombie. La CIJP réalise un travail de protection intégrale du territoire. Quelles sont concrètement ses activités?** Essentiellement, la CIJP fait un travail d'accompagnement juridique, psychologique, pédagogique et aussi en matière d'agro-écologie pour les communautés déplacées par le conflit interne. Les objectifs majeurs de la CIJP sont, d'une part, que les responsables des expulsions violentes de paysans de leurs territoires soient traduits en justice et reconnus coupables et, d'autre part, que les droits des populations déplacées qui retournent sur leurs terres soient respectés.

**Quelles implications le conflit armé a-t-il sur votre travail?**

A cause de notre travail de défense des victimes du conflit et de lutte contre l'impunité, nos équipes subissent constamment des menaces, des intimidations et des campagnes de diffamation. Par exemple, il y a quelques mois, des informations sensibles qui étaient en ma possession ont été subtilisées à mon domicile par des individus qui se sont introduits illégalement chez moi.

Après des années de travail sur le terrain, nous avons découvert que les

déplacements forcés qui affectent les communautés métisses, autochtones et afro-colombiennes sont liés à des intérêts financiers. Aujourd'hui encore, en Colombie, des projets économiques, y compris d'entreprises multinationales, se développent dans des zones de conflit où d'importantes violations des droits humains sont commises, comme les expulsions violentes de paysans.

C'est pourquoi la CIJP exige que le gouvernement colombien respecte le droit humanitaire international ainsi que les conventions internationales en matière de droits humains qu'il a signées et ratifiées. Ces conventions devraient servir à assurer la protection des civils menacés par le conflit armé ainsi que la poursuite des responsables des crimes et des violations des droits des population.

**De quelle manière la communauté internationale pourrait-elle contribuer à mitiger les effets du conflit?**

La communauté internationale pourrait davantage aider à consolider les institutions indispensables à un Etat de droit démocratique et rappeler le gouver-

“ Les accords commerciaux ne devraient jamais se conclure au détriment du droit humanitaire international ou des droits humains. ”

nement colombien à ses obligations de garantir non seulement les droits électoraux mais aussi la liberté d'expression, les droits des victimes civiles du conflit à des mesures de réparation et des efforts sincères contre l'impunité.

Dans leurs relations avec le gouvernement colombien, les Etats ne sont pas toujours cohérents et ignorent trop souvent les conventions internationales en matière de droits humains. En effet, ils désirent avant tout maintenir de bonnes relations diplomatiques et commerciales. Les accords commerciaux ne devraient jamais se conclure au détriment du droit humanitaire international ou des droits humains.

**Une grande partie de la communauté internationale tire un bilan positif de la première année du gouvernement Santos. Celui-ci a adopté une politique de dialogue avec les organisations sociales et a mis sur pied une «Loi pour les victimes» de restitution des terres. Quel bilan tirez-vous des douze derniers mois?**

Paradoxalement, cette année, notre organisation a plus souffert de menaces et agressions que pendant les huit années du gouvernement Uribe, prédécesseur de Santos. La CIJP multiplie les efforts de dialogue avec le gouvernement et alerte constamment les autorités des menaces contre les communautés rurales. Cependant, sur le terrain, la situation ne change pas et demeure tendue. «La prospérité démocratique» diffusée par Santos

est très intéressante sur le papier mais sur le terrain, nous voyons clairement que des liens persistent entre la force publique et les structures paramilitaires.

**En quoi la présence de PBI vous soutient concrètement?**

L'accompagnement protecteur nous permet de travailler dans des zones sensibles et dangereuses où plusieurs acteurs armés sont actifs. La présence de PBI représente aussi un soutien psychologique important face aux risques et à la peur inhérents aux activités de défense des droits humains. Grâce à la présence internationale sur le terrain, les victimes ainsi que les membres d'ONG nationales se sentent plus en sécurité.

Enfin, la présence de PBI dans les zones reculées ainsi que celle d'organisations comme la CIJP, permettent aux communautés de mieux organiser leur propre défense et de gagner en visibilité.

**Vous êtes invité par PBI en octobre 2011 pour un tour de conférences en Europe et pour rencontrer des représentants des autorités nationales et internationales. Quelles sont vos attentes et espoirs?**

Je désire démontrer que la prospérité démocratique en Colombie n'est pas un gage d'égalité sociale et de respect des droits humains. En Colombie, l'Etat de droit continue de présenter d'importantes lacunes en termes de respect des droits fondamentaux et de garanties pour les victimes civiles du conflit. Je veux aussi présenter les initiatives de la société civile pour l'instauration d'un dialogue démocratique qui mène à la fin du conflit armé qui mine la Colombie depuis plus de soixante ans.

“ La prospérité démocratique en Colombie n'est pas un gage d'égalité sociale et de respect des droits humains. ”

En Colombie, plus de cinq millions de personnes ont été déplacées de force.



NOM: KATHRIN RÜEGG  
 NATIONALITÉ: SUISSE  
 DATE D'ENGAGEMENT: 11 AVRIL 2011  
 LIEU D'AFFECTATION: GUATEMALA CITY

## Une journée pas ordinaire

*Elle est membre des Jeunes verts, s'est engagée comme volontaire pour la campagne électorale d'Obama et a éclairé les migrant-e-s au Mexique sur leurs droits. Depuis avril, Kathrin Rüegg, une Zurichoise engagée, fait partie de l'équipe de PBI Guatemala. Elle nous raconte ici son engagement au quotidien.*

En ce mardi de juillet, l'accompagnement que nous faisons est inhabituel. Nous n'accompagnons pas un défenseur des droits humains à son travail, comme c'est souvent le cas. Aujourd'hui, nous nous rendons à San Juan Sacatepéquez pour discuter avec les habitants du rôle des femmes indigènes dans leur lutte pour la protection de la terre et de l'environnement, thème sur lequel PBI a récemment fait une étude. Un collègue colombien m'accompagne. Il est arrivé dans le pays plusieurs mois avant moi et connaît très bien le contexte et l'accompagnement.

### Loin de l'air pur des Alpes

San Juan Sacatepéquez ne se trouve qu'à une heure de route de Guatemala City. Pourtant, s'y rendre est tout une aventure. Le terminal de bus peut être dangereux. C'est pourquoi nous prenons un taxi, qui nous dépose un peu plus loin au bord d'une route principale. De là, nous attendons le chicken bus. Il y a des décennies, les «bus-poulets» servaient de bus scolaires aux Etats-Unis. Ils sont maintenant utilisés ici comme moyens transports pour

les trajets interurbains. Ces véhicules sont appelés *bus-poulets* car sur les banquettes où s'asseyaient confortablement deux écoliers américains trois adultes y prennent place aujourd'hui et sont serrés comme des poulets... Alors que nous attendons le bus, je suis prise de nostalgie: la forte pollution de l'air me fait regretter l'air frais de la Suisse. Par chance, nous n'avons pas à attendre longtemps l'arrivée du bus qui nous amènera à San Juan. De là, nous prenons un *tuc-tuc* (mototaxi) jusqu'à Santa Fe Ocaña.

### La volonté des communautés bafouée

C'est à Santa Fe Ocaña que les douze communautés Maya Cakchiquel de San Juan Sacatepéquez se réunissent généralement. Les indigènes luttent contre la

« En raison des nombreuses menaces et persécutions subies par plusieurs membres des communautés, ils ont demandé à PBI d'assurer un accompagnement. Cette dernière a répondu positivement à la requête. »

construction et la mise en service d'une fabrique de ciment sur leurs terres. Une entreprise guatémaltèque au nom prometteur, Cementos Progreso (Ciment – Progrès), conduit ce projet, dans lequel la société suisse Holcim a investi. Il y a quatre ans, les villages concernés ont organisé un vote sur la construction de la cimenterie, avec un résultat sans appel: 8946 des 8950 des votants étaient opposés au projet. Les communautés craignent en effet de graves conséquences sur leurs moyens de subsistances et sur l'environnement. Le revenu des familles dans cette

région provient essentiellement de la culture et de la vente de fleurs. Une activité qui souffrirait de la poussière et de la forte consommation d'eau d'une cimenterie. Bien que les autorités aient promis

de tenir compte du résultat du vote au moment d'attribuer ou non une licence d'extraction minière, le projet continue de se développer. Depuis, les habitants des communautés ont rapporté de nombreuses violations des droits humains et notamment l'emprisonnement illégitime de leurs leaders. En raison des nombreuses menaces et persécutions subies par plusieurs membres des communautés, ils ont demandé à PBI d'assurer un accompagnement. Cette dernière a répondu positivement à la requête.

### Présenter un rapport PBI en cakchiquel, pas facile

Nous sommes maintenant en chemin pour Santa Fe Ocaña, où nous allons rencontrer des femmes des communautés concernées pour parler de l'étude publiée par PBI Guatemala. Le rapport touche au rôle joué par les femmes et leurs perspectives dans leur combat pour la préservation des ressources naturelles et pour le droit à la terre des indigènes. Les auteurs ont interrogé des activistes de différentes régions du pays, dont San Juan Sacatepéquez. La présentation officielle de l'étude doit avoir lieu dans quelques semaines. Comme bon nombre des femmes interrogées ne



San Juan Sacatepéquez est déjà marquée par le travail d'exploration de la cimenterie.



Le dernier bulletin de PBI Guatemala rencontre beaucoup d'intérêt de la part des femmes de la communauté de La Trojes.

### PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Le 19 juillet 2011 s'est tenu à Santa Fe Ocaña la présentation officielle de l'étude «Les femmes indigènes au Guatemala: défendre la communauté, la Terre Mère et les ressources naturelles» en présence de cent cinquante personnes provenant de plusieurs régions du pays.

### TOURNÉE DE CONFÉRENCES EN SUISSE AVEC DES REPRÉSENTANT-E-S DES COMMUNAUTÉS DE SAN JUAN SACATEPÉQUEZ

PBI Suisse planifie pour février 2012 la visite de représentants des communautés et de leurs avocats pour discuter des tensions entre la mise-en-œuvre des projets économiques – en l'occurrence avec la participation suisse de Holcim – et les droits des populations autochtones.

savent pas lire ou ne comprennent pas l'espagnol, nous sommes venus leur présenter les conclusions de l'étude avant l'événement prévu pour sa publication.

Environ quatre-vingt femmes viennent au rendez-vous, ce qui dépasse nos attentes. Heureusement, et grâce au soutien de quelques participantes capables de s'exprimer en cakchiquel et en espagnol, nous réussissons finalement à présenter le rapport et à parler avec les femmes de leurs expériences. Ensuite débute la réunion régulière des représentants des communautés. Lors de ces rencontres, nous restons habituellement devant la porte. Nous n'y participons pas mais marquons notre présence.

De retour au bureau à Guatemala City, imprégnée des souvenirs de cette journée pas ordinaire, ma tâche est maintenant de retranscrire les faits sous forme de rapport. Au fait, lequel de mes neuf collègues, originaires de huit pays différents, prépare aujourd'hui le repas du soir?

IMPRESSUM 09/2011 PBI Suisse  
 Rédaction: Jean-David Rochat, Lisa Salza  
 Contributions: Kathrin Rüegg  
 Traduction: Sébastien Mayor, Lisa Salza  
 Lectorat: Jacqueline Hefti Widmer, Anouk Henry, Sébastien Mayor, Nina Oberbühler  
 Photos: PBI  
 Graphisme: Christian Jaberg, jabergdesign.info, Soleure  
 Impression: Cric Print, Fribourg; Tirage: 2500 Ex.

## PEACE BRIGADES INTERNATIONAL 30TH ANNIVERSARY CONFERENCE ON PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

19 OCTOBER 2011 Registration: [www.peacebrigades.ch/conference](http://www.peacebrigades.ch/conference)

GENEVA, CENTRE INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES GENÈVE CICG

